

PORTS RIVIERA COOPERATION

Présenté le 10 juin 2011 au Conseil général des Alpes-Maritimes, le projet transfrontalier "PORTS RIVIERA COOPERATION" témoigne d'une coopération portuaire franco-italienne renouvelée et renforcée.

Né d'une étroite collaboration entre le Conseil général des Alpes-Maritimes (chef de file du projet) et la Province d'Imperia*, ce projet s'inscrit dans un Plan Intégré Transfrontalier (P.I.T.) dans le cadre du programme européen de coopération territoriale Alcotra 2011-2013. Encourageant les activités portuaires de la Riviera transfrontalière, qui s'étend sur 400 km de côtes, il contribue à intensifier les synergies entre 48 ports méditerranéens français et italiens.

Décliné en trois volets, le projet traite des enjeux liés au développement des ports de plaisance en faveur de l'attractivité du territoire, de l'économie locale, de la protection du littoral et des écosystèmes marins.

• Lancé en 2008, RESAPORT, le volet économique du projet, porte sur la gestion en ligne des réservations de places pour les usagers de ports de plaisance. Il a élargi son public en facilitant l'accès à de nouveaux services portuaires et touristiques grâce à l'utilisation des NTIC et à la constitution d'un annuaire en ligne regroupant les professionnels du nautisme.

• Des formations techniques, de spécialisation et de perfectionnement seront proposées aux salariés et aux demandeurs d'emploi des métiers de la plaisance à partir d'octobre dans le cadre du volet FORMAPORT du projet. Une étude sur l'employabilité transfrontalière permettra également de créer des formations polyvalentes franco-italiennes propres aux professionnels de la mer.

• Des actions de sensibilisation à la préservation du milieu marin et portuaire sont entreprises auprès des gestionnaires de ports et des plaisanciers par l'intermédiaire du volet DURAPORT. Un référentiel de bonnes pratiques devra définir une norme européenne commune d'éco-gestion et de management environnemental en vue de l'obtention d'une certification environnementale européenne.

* En partenariat avec la CCI Nice Côte d'Azur, la CCI d'Imperia, l'Institut international de la communication de Gênes, l'Union des ports de plaisance UPACA, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Alpes-Maritimes et la CCI de Savona

Plus d'informations : <http://www.resaports.com/PIT.php>

Eric Ciotti

Président du Conseil
général des Alpes-
Maritimes



Largement ouverte sur la Méditerranée, la Riviera franco-italienne constitue un vaste bassin de navigation de plaisance. Dans cet espace qui a établi sa notoriété internationale sur la beauté naturelle de ses sites et le souci constant d'un accueil de qualité, il existe de forts enjeux de développement : les services aux plaisanciers, l'environnement, l'économie portuaire et touristique, l'emploi et la formation professionnelle.

Depuis des années, le Conseil général des Alpes-Maritimes s'est fortement mobilisé pour moderniser l'aménagement des six ports départementaux, renforcer l'offre de services aux plaisanciers et manifester une grande vigilance envers les atteintes de toutes sortes qui menacent le milieu marin. Fort de cette expérience, le Conseil général des Alpes-Maritimes s'est associé à la Province d'Imperia pour développer et valoriser l'attractivité des ports de notre littoral dans le cadre du «Plan Intégré Transfrontalier PORTS RIVIERA». Nos deux collectivités ont ainsi réuni de nombreux partenaires autour de ce projet commun qui rassemble actuellement 35 ports français et 13 ports italiens. Les gestionnaires de port et les plaisanciers sont invités à agir avec sens des responsabilités et respect de la nature pour que la Méditerranée reste une « mer vivante », comme l'ont connue des générations de riverains et de navigateurs.



ÉVÈNEMENTS

OCTOBRE 2011

Le Comité des Régions de l'UE et la Direction générale de la politique régionale de la Commission européenne, en coopération avec le Parlement européen, la Présidence de l'UE et 206 régions et villes de 35 pays, organisent **les Open Days du 10 au 13 octobre 2011 à Bruxelles, auxquels participera la MOT.**

Un séminaire Interact sur le GECT aura lieu **les 13 et 14 octobre à Bruxelles.**

Le CNFPT Paca et son réseau interrégional des métiers de la coopération territoriale et décentralisée, le TEIN (Transfrontier Euro-Institut Network) représenté par l'Euro-Institut de Kehl et l'Euro-Institut Catalan Transfrontalier (EICT) et la MOT organisent **une journée d'échanges sur le thème des frontières et de la coopération transfrontalière le 21 octobre à Avignon.**

Organisée par le Centre for Cross Border Studies, partenaire du TEIN (Transfrontier Euro-Institut Network), **une conférence sur "la formation et l'analyse d'impact en contexte transfrontalier en Irlande et en Europe"** présentera les résultats du projet de manuel sur l'analyse d'impact élaboré par le Centre for Cross Border Studies et l'Euro-Institut **les 27 et 28 octobre 2011 à Cavan en Irlande.**

Plus d'infos sur les événements : www.espaces-transfrontaliers.eu

Accord cadre de coopération transfrontalière dans le domaine de l'environnement



Poignée de main échangée entre Georges Lafeu, Président du CPIE Littoral Basque, et Pilar Unzalu, conseillère à l'Environnement du gouvernement basque, lors de la signature de l'Accord cadre de coopération transfrontalière le 21 juillet dernier.

Le 21 juillet, un accord cadre de coopération transfrontalière, visant à mettre en œuvre une "véritable politique transfrontalière de gestion et de valorisation des espaces naturels du Pays Basque, a été signé entre le CPIE* Littoral Basque, le gouvernement basque, le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, le Conservatoire du Littoral et la ville d'Hendaye. Le projet "Txinbadia", fruit de cette collaboration, conduira à la mise en réseau des sites de Txingudi et d'Abbadia situés de part et d'autre de la Bidassoa. Confinée dans un espace géographique réduit, la baie de

Txingudi se caractérise par un écosystème très riche. Trois axes de développement seront mis en œuvre afin de sensibiliser un large public à la préservation du littoral. "Asporotsttipi" sera le lieu de départ des actions d'animation et de valorisation publique. Centre de ressources, la ferme "Larretxea", constituera une source d'informations sur la nature, l'environnement et le développement durable, mettant à disposition des connaissances et des méthodes sur l'ensemble du territoire transfrontalier, à l'attention notamment des porteurs de projets. Troisième axe de cette coopération,

"Nekatoenea" accueillera chaque année des artistes de différentes disciplines, plasticiens mais aussi écrivains, musiciens, conteurs afin de devenir un outil culturel clef de la création contemporaine en Pays Basque. Ces actions d'échanges, de mise en valeur des sites, de communication et de coopération se feront en basque, en français, en espagnol et en anglais.

* Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement

4,2 millions d'euros investis pour mener des actions communes

BRÈVES

Un "fonds" pour les micro-projets transfrontaliers

Le 16 août, une charte pour la mise en place d'un "fonds micro-projets" transfrontalier a été signée entre le Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald et le Conseil général du Haut-Rhin dans le cadre du programme INTERREG IV Rhin Supérieur. Les projets citoyens transfrontaliers pourront bénéficier d'une aide de 400 000 euros jusqu'en 2014.



Forum de la Grande Région à Berlin

Le Luxembourg, la Région Lorraine, la Région Wallonne, la Communauté germanophone et la Communauté française de Belgique ainsi que les Länder de Rhénanie-Palatinat et de Sarre se sont retrouvés à Berlin le 7 juillet dernier pour présenter le projet de la Grande Région à un large public issu des milieux politique, économique, social et culturel. Les exécutifs de la Grande Région, réunis en Sommet informel, ont adopté la "Déclaration de Berlin" qui pose les bases d'une coopération

institutionnelle renforcée. S'inspirant des résultats de l'étude de recherche appliquée "Metroborder", elle préconise de promouvoir "un processus de métropolisation ambitieux, territorialement cohérent et équilibré" au sein de la Grande Région par la mise en œuvre progressive d'une région métropolitaine polycentrique transfrontalière. L'occasion de réaffirmer l'apport particulier de la politique transfrontalière à la politique de cohésion européenne.

ACTUALITÉS EUROPE

Réunion de la Plateforme des GECT durant les Open Days 2011

Le 12 octobre après-midi, la plate-forme des GECT du Comité des Régions se réunira pour débattre de la proposition de révision du règlement (CE) 1082/2006 élaborée par la Commission européenne ; les inscriptions se font sur le site www.opendays.europa.eu (rubrique « *registration »*, mots de recherche : EGCT platform). Vous pouvez dès maintenant échanger sur ce sujet sur le forum de la plate-forme des GECT.

Inscription : portal.cor.europa.eu/egtc/en-US/Platform

Michel Delebarre, rapporteur du Comité des Régions

Le 4 juillet dernier, Michel Delebarre, Sénateur, Ancien Ministre d'Etat, Maire de Dunkerque et Président de la MOT a été nommé rapporteur du Comité des régions sur le futur règlement GECT qui sera publié début octobre. Françoise Schneider-Français, responsable de l'expertise juridique de la MOT, a été désignée expert auprès du Comité des Régions pour assister Michel Delebarre.

ACTUALITÉS DE LA MOT

La MOT aux troisièmes Assises de la coopération décentralisée franco-hongroise

Les troisièmes Assises de la coopération décentralisée franco-hongroise ont eu lieu à Budapest les 6 et 7 juillet derniers. Réunissant plus de 160 personnes sur deux jours, elles ont permis aux participants de faire le point sur les coopérations en cours, de lancer des partenariats et de réfléchir à de nouveaux axes de travail. Un groupe de travail franco-hongrois sur le thème de la coopération transfrontalière s'est tenu le 8 juillet.



La coopération transfrontalière a fait partie des six thèmes relevant de la coopération décentralisée évoquée lors de ces Assises. Au cours des autres sessions, il a été question des coopérations entre les associations de collectivités locales, d'urbanisme, de valorisation du patrimoine, de tourisme et de développement économique, de réformes des collectivités locales, des affaires sociales, de l'utilisation du Fond Social Européen (FSE) mais également de développement rural et d'environnement. Les débats sur la coopération transfrontalière étaient présidés par Jean-Paul

Bachy, Président de la Région Champagne-Ardenne et par Dr. László Fésüs, Directeur général adjoint de l'Agence Régionale de Développement de la Région d'Eszak-Alföld (Hongrie). Outil public multi-niveaux, la MOT et son homologue hongrois, le CESC*^{*}, se sont présentés comme deux structures jumelles pouvant aider les membres de leurs réseaux respectifs à échanger sur leurs sujets d'intérêt commun transfrontalier. Ces rencontres ont donné la possibilité aux collectivités territoriales de se rencontrer pour échanger sur des thèmes concrets. La réunion le 8 juillet d'un groupe

de travail sur la coopération transfrontalière, comprenant notamment la MOT, le CESC, INFH**^{**}, les Régions Champagne-Ardenne et Lorraine, le Conseil général du Pas-de-Calais et leurs partenaires hongrois, a permis d'approfondir les questions liées au renforcement des outils de coopération.

* Service des Initiatives Transfrontalières de l'Europe Centrale
** Initiatives France-Hongrie

 Jean Peyrony,
Directeur général
de la MOT

"La coopération transfrontalière est avant tout de la coopération décentralisée de proximité".

La MOT retenue pour le projet Europact

La MOT a reçu un financement EUROPACT pour réaliser une étude sur la gouvernance de la coopération transfrontalière. Ce travail contribuera à améliorer la gouvernance multi-niveaux de cette coopération ainsi que l'articulation des stratégies et projets transfrontaliers avec les programmes INTERREG. Les conclusions de l'étude seront destinées à l'ensemble des acteurs de la coopération transfrontalière.

Réunion du CECICN

Les experts du CECICN* et l'ARFE se sont réunis du 19 au 21 juillet 2011 dans les locaux de la MOT, pour une séance de travail à laquelle a également participé un observateur de la Commission européenne. Elle a été consacrée à l'élaboration d'un document sur « Les villes et les régions engagées dans la coopération territoriale » qui devrait être publié d'ici la fin de l'année.

* Conference of european cross-border and interregional city networks

Contribution de la MOT

La MOT a participé à la consultation des acteurs lancée par la Comité des Régions, le 7 septembre dernier, autour du livre vert de la Commission européenne : « Moins de démarches administratives pour les citoyens : Promouvoir la libre circulation des documents publics et la reconnaissance des effets des actes d'état civil ».

La contribution de la MOT est en ligne sur www.espaces-transfrontaliers.eu

Délégation tchèque

Le 13 septembre, la MOT accueillait une délégation tchèque dans le cadre d'un projet de formation et d'une visite d'étude des fonctionnaires territoriaux. Les participants appartenaient à l'autorité régionale Moravie-Silésie et à son Conseil régional. L'occasion de présenter la MOT, avec un focus sur les partenariats pour la formation en transfrontalier. Une session a été consacrée à l'outil GECT, comparant les spécificités françaises de sa mise en œuvre et le GECT en création sur la frontière Pologne-Tchéquie-Slovaquie.

REVUE DE PRESSE

▲ Le Tchad et le Cameroun étendent leurs aires protégées transfrontalières

All Africa, 2 août

"L'Afrique centrale compte désormais 45 millions d'hectares d'aires protégées [...]. Cette superficie a été atteinte avec la signature, mardi, de l'accord de création et de gestion concertée du complexe transfrontalier Sena Oura (Tchad) et Bouba N'Djidda (Cameroun)".

▲ Signature du projet d'exécution Okavango / Zambeze

All Africa, 18 août

"Les Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays signataires du projet régional touristique transfrontalier Okavango/Zambeze [...] ont souscrit jeudi, à Luanda, un accord d'exécution du programme. [...] Le projet vise la conservation de la biodiversité et le partage des bénéfices provenant des ressources naturelles, le développement durable des communautés locales et du tourisme écologique".

▲ 77% des rails TGV de Figueres à Girona sont installés

La Clau, 28 août

"Les essais techniques entre Figueres et Girona ont débuté. La moitié des caténaires, qui alimenteront les TGV, et 77% des rails, sont installés parmi les 31 km de Ligne à Grande Vitesse qui doivent joindre Figueres à Girona à compter de fin 2012. [...] La ligne Perpignan-Barcelone, qui sera lancée en décembre 2012, doit permettre de relier les deux villes [...] en une cinquantaine de minutes".

▲ Une nouvelle aide pour les frontaliers

Les frontaliers.lu, 31 août

"[...] Pour venir en aide aux 200 000 frontaliers qui franchissent chaque jour une frontière nationale dans la Grande Région, la "Task Force Frontaliers" [...] verra le jour demain. [Elle] aura pour mission d'élaborer des propositions de solutions juridiques et politiques en réponse aux questions et difficultés des travailleurs frontaliers [...]"

▲ "Risque de dumping social"

L'Alsace, 3 septembre

"Le Groupement transfrontalier européen (GTE) a décidé de réagir dans un contexte où le franc suisse fort incite quelques employeurs à baisser les salaires des salariés frontaliers. [...] "La multiplication des alertes et des rumeurs entraîne un climat de plus en plus malsain au sein des entreprises, menaçant la cohésion sociale des régions transfrontalières", estime Jean-François Besson, secrétaire général du GTE".

▲ "Taxi fluvial" entre Liège et Dunkerque

Environnement et stratégie, 5 septembre

"Un partenariat franco-belge a été conclu entre Voies navigables de France, Grand port maritime de Dunkerque, Port autonome de Liège et Service public de Wallonie. [...] Le principe : acheminer des conteneurs d'un port à l'autre, parmi les douze ciblés sur le parcours".

▲ Lyon-Turin : date butoir le 21 septembre pour sauver les fonds européens

Villes et Transports Magazine, 7 septembre

"Afin de ne pas perdre les financements européens, la France et l'Italie doivent signer d'ici au 21 septembre l'avenant au traité fondateur de la partie transfrontalière de la LGV Lyon-Turin. Cet accord devrait permettre de redéfinir la répartition des coûts".

▲ L'arrêt en gare de Sarreguemines à nouveau menacé

Le Républicain lorrain, 13 septembre

"Moins d'un an après les menaces qui ont plané sur la liaison du tram-train reliant Sarreguemines à Sarrebruck, Céleste Lett, député-maire de Sarreguemines, doit à nouveau monter au créneau [...] suite à l'augmentation d'une redevance concernant le droit d'arrêt et l'entretien des voies reversée par la Saarbahn à RFF. Au 1^{er} janvier 2012, elle passerait de 42 000 à 134 000 €. Un coût jugé excessif par rapport aux 350 usagers [quotidiens] de la ligne".

▲ Création d'un collège transfrontalier entre les universités du Nord et de Belgique

Educpros.fr, 14 septembre

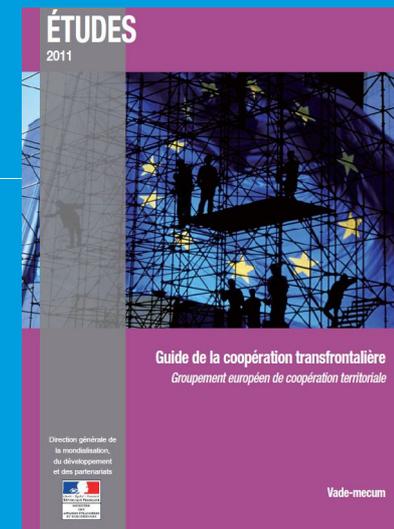
"Il vise deux principaux objectifs : promouvoir la mobilité étudiante et enseignante et constituer un "Honours college" pour les meilleurs étudiants de licence des deux pays".

Nouvelle publication

La Délégation par l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) a récemment publié un vade-mecum « GECT » destinés aux collectivités locales françaises et à leurs groupements. Ce document, élaboré en partenariat avec la MOT, présente les étapes pratiques de constitution d'un GECT et propose une trame pour la rédaction de la convention et des statuts. Il est disponible sur le site Internet de la MOT (www.espaces-transfrontaliers.eu, rubrique "Ressources" ; "Guides").

Informations :

http://www.espaces-transfrontaliers.org/docdivers/VM_GECT_DAECT_2011.pdf



L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris - France
Tél : +33 1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu
Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Sophie Valette

Photos : Ports Riviera Coopération ; Forum Grande / Groß Region ; CPIE LITTORAL BASQUE

Pour vous abonner, modifier ou supprimer votre abonnement :
www.espaces-transfrontaliers.eu
(onglet "Newsletter")

